

Déclaration de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Bachar Al-Assad, Président de la République arabe syrienne, sur les relations franco-syriennes, la question du nucléaire iranien, les pourparlers israélo- syriens et sur l'Union pour la Méditerranée, à Damas le 3 septembre 2008.

PRESIDENT BACHAR AL-ASSAD - Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue au Président français, Monsieur Nicolas SARKOZY, lui dire que la France a toujours eu une place très particulière dans cette région du monde. Nous sommes très heureux de vous souhaiter la bienvenue et également de constater les efforts que fait la France en faveur de la Syrie au niveau international et également les relations que la France est en train de tisser avec le monde arabe sur les bases du respect des intérêts communs et également du dialogue continu qui se poursuit. La France est un pays très important en Europe. Elle préside l'Union européenne pour quelques mois encore. Nous avons toujours voulu voir l'Europe jouer un rôle très important dans les affaires du Proche et du Moyen-Orient. Aujourd'hui, nous sommes très heureux de voir le retour du rôle européen après une absence qui s'est prolongée pendant plusieurs années. Ce retour s'effectue grâce au dynamisme de la France au Moyen-Orient et ailleurs dans le monde. Nos entretiens aujourd'hui avec le Président SARKOZY ont été francs et constructifs. Nous avons abordé un certain nombre de sujets concernant le Moyen-Orient et, en particulier, la stabilité dans la région. Nous ne pouvons pas parler de stabilité sans parler de paix bien évidemment. Nous avons donc parlé du processus de paix et des négociations indirectes qui se déroulent aujourd'hui en Turquie sous l'égide de la Turquie, entre la Syrie et Israël. Nous avons procédé à une évaluation des négociations, où elles en sont arrivées aujourd'hui. Nous avons également parlé des perspectives d'avenir, du rôle de la France, aussi. Nous avons déjà abordé ce sujet lors de ma visite à Paris. Nous avons abordé le dossier nucléaire iranien et d'autres sujets dont nous allons parler un peu plus longuement lors de notre conférence de presse après la réunion quadripartite qui va se tenir ici. Nous avons abordé les relations bilatérales entre la France et la Syrie et nous avons constaté un regain particulièrement après la visite que j'ai effectuée en France dernièrement. Et le Président de la République est accompagné de représentants des milieux économiques français qui vont rencontrer leurs homologues syriens demain. Un certain nombre d'accords vont d'ailleurs être signés. En résumé, la visite du Président SARKOZY a renforcé les relations entre la Syrie et la France, a également créé un climat de confiance et a jeté les bases d'une relation d'amitié qui existait déjà mais qui se voit renforcée aujourd'hui.

LE PRESIDENT - Je voudrais remercier le Président Bachar AL-ASSAD pour son hospitalité, fidèle à la grande tradition de son pays. Je voudrais remercier Bernard KOUCHNER qui est venu il y a quelques jours préparer ce voyage. Avec le Président Bachar AL-ASSAD, nous construisons pas à pas une relation que nous voulons confiante pour tourner la page des désaccords. Le Président avait annoncé un certain nombre de décisions, il les a respectées. La France avait pris un certain nombre d'engagements, ce voyage en était un, nous les avons respectés. Voilà

comment se construit la relation nouvelle entre la Syrie et la France : essayer de se comprendre, ne pas transiger sur les principes et rétablir la confiance. Le Président Bachar AL-ASSAD connaît l'attachement de l'opinion publique française à l'indépendance et à la souveraineté du Liban. J'ai été heureux de voir que tous les engagements, toutes les décisions annoncées à Paris par le Président Bachar AL-ASSAD ont été mis en oeuvre, notamment lors du sommet historique qui s'est tenu à Damas avec Michel SLEIMANE. Nous souhaitons que cette évolution positive se poursuivre et se développe. La France soutient de toutes ses forces les discussions de paix indirectes entre Syriens et Israéliens par l'intermédiaire des Turcs. La situation politique en Israël ne va sans doute pas permettre d'honorer le rendez-vous, le quatrième si mon souvenir est exact mais il est très important que le jour soit proche où la Syrie et Israël parleront directement pour construire la paix dont tout le monde a besoin. J'ai dit au Président Bachar AL-ASSAD combien la France était disponible pour, en quelque sorte, être l'un des parrains, le jour venu, de cette négociation directe. J'ai également dit au Président Bachar AL-ASSAD combien la Syrie pouvait jouer un rôle sur la question iranienne, je lui ai redit quelle était la position de la France. L'Iran ne doit pas posséder l'arme nucléaire mais l'Iran a le droit, comme tous les pays du monde, à l'énergie nucléaire civile. L'arme nucléaire pour l'Iran, c'est une menace pour la paix de la région et pour la paix du monde. Chacun, à sa manière, doit faire passer ce message. C'est au Président de dire ce qu'il fera, ce qu'il a envie de faire ou ce qu'il envisage de faire. Enfin, sur un plan bilatéral, nous avons parlé des dossiers économiques, des sujets importants pour remettre la relation économique de la France et de la Syrie au niveau où se trouve maintenant sa relation politique. Enfin, je veux dire une chose, c'est que nous avons eu une conversation très franche comme à l'accoutumée qui n'a laissé de côté absolument aucun sujet qu'il s'agisse du Tribunal international, qu'il s'agisse des droits de l'Homme, qu'il s'agisse de toutes les questions sur lesquelles nous pouvons avoir des vues différentes ou, au contraire, des accords.

PRESIDENT BACHAR AL-ASSAD - Nous nous sommes mis d'accord avec le Président SARKOZY pour répondre à quelques questions aujourd'hui avant la conférence de presse élargie de demain.

QUESTION - Une question aux deux Présidents. Au Président français, je demanderai : est-ce qu'il a le sentiment, aujourd'hui, après son premier entretien avec le Président Bachar AL-ASSAD, que la position de la Syrie a encore évoluée notamment sur la question des droits de l'Homme ? Est-ce que vous lui avez notamment transmis des demandes particulières ? Et au Président Bachar AL-ASSAD, je demanderai : puisque le Président SARKOZY nous y a invités tout à l'heure, qu'est-ce que vous entendez faire passer comme message auprès de l'Iran ?

LE PRESIDENT - Chaque pays a son histoire, ses traditions, ses valeurs. La conviction de la France, c'est qu'un respect scrupuleux de la liberté d'opinion constitue un atout et non un handicap dans la lutte contre l'extrémisme. C'est une question qu'avec Bernard KOUCHNER nous avons évoquée avec le Président Bachar AL-ASSAD lors de sa visite à Paris le 13 juillet. Nous avons parlé des principes et des personnes. Je veux dire que j'ai été très heureux de la libération de deux des personnes qui étaient inscrites sur ces listes dans le courant de l'été. Nous avons poursuivi aujourd'hui notre dialogue et j'espère que, petit à petit, il s'enrichira d'autres initiatives, c'est le vœu que je forme. S'agissant de l'Iran, la position du Président Bachar AL-ASSAD est que la détention d'une arme nucléaire par quelque puissance que ce soit serait un problème. Il n'est un mystère pour personne qu'il y a des relations de confiance entre l'Iran et la Syrie de longue date. Franchement, c'est mon devoir de signaler au Président d'un pays qui a la confiance de l'Iran que la situation est grave et qu'il faut trouver les moyens de construire la paix. Et j'ai toujours été convaincu que dans le respect des alliances traditionnelles de la Syrie, la Syrie pouvait apporter sa pierre à la paix. C'est d'ailleurs un élément essentiel dans la décision que la France a prise de renouer une relation confiante avec la Syrie.

LE PRESIDENT BACHAR AL-ASSAD - Par rapport à la position de la Syrie vis-à-vis du dossier nucléaire, la Syrie avait déjà une position ancienne avant que la question du dossier ne soit suscitée au niveau international. A savoir que le Moyen-Orient soit dépourvu de toute arme de destruction massive et, en 2003, la Syrie a avancé un projet de résolution sur cette question-là au Conseil de sécurité des Nations Unies. Ce projet visait un mécanisme en vue de dénouer la

Conseil de sécurité des Nations Unies. Ce projet visait un mécanisme en vue de dépeupler la région du Moyen-Orient de toute arme de destruction massive et d'empêcher le déploiement de ces armes au Moyen-Orient. Bien sûr, le vote sur ce projet de résolution a été paralysé. Ainsi, il demeure toujours au Conseil de sécurité. Au cours de notre dernière visite en Iran et lorsque nous avons discuté en détail de cette question-là avec les Iraniens, il n'y a eu aucune position différente à celle de la Syrie dont je viens de vous faire part. Mais il est clair qu'il n'y a pas de confiance entre l'Iran et les pays concernés par cette question-là et le contraire est vrai aussi. Donc nous, en Syrie, nous voudrions jouer un rôle afin de prouver que le but de ce dossier nucléaire est un but civil et non pas un but militaire. Nous allons poursuivre le dialogue sur cette question-là avec les deux parties iranienne et française. Et nous espérons arriver à un résultat parce que la résolution de ce problème ne peut se faire qu'à travers des moyens pacifiques et qu'à travers le dialogue. Et personne au monde ne pourrait supporter une solution qui ne serait pas pacifique parce que sinon, les effets seraient désastreux.

QUESTION -Présidents SARKOZY et Bachar AL-ASSAD, pouvez-vous nous parler un peu des accords commerciaux dont vous avez discuté et quels sont les horizons de coopération économique entre les deux pays ?

LE PRESIDENT - D'abord je constate que la part des entreprises françaises sur le marché syrien a beaucoup chuté ces dernières années alors que pour d'autres pays européens, cette part a augmenté. Rien de très étonnant, compte-tenu de l'état où se trouvaient nos relations. Nous avons parlé de la prolongation de la présence de Total en Syrie, l'enjeu c'est les dix années qui viennent, des très importants travaux pour la réfection de l'aéroport de Damas, du problème des ports et même de la question des Airbus et du boycott dont fait l'objet la Syrie s'agissant des pièces de rechange.

LE PRESIDENT BACHAR AL-ASSAD - Le Président SARKOZY a donné une réponse.

QUESTION - Monsieur le Président, ma question concerne le sommet quadripartite de demain avec le Premier ministre turc, Monsieur ERDOGAN, le Prince du Qatar, Hamad Bin KHALIFA ALTHANI. Est-ce qu'à travers ce sommet on peut apercevoir un nouvel axe régional qui comprend quatre forces très importantes : l'Union européenne, les Chefs d'Etat arabes et, bien sûr, la Turquie ? Et est-ce que la France s'engage à travers ce sommet dans une nouvelle étape diplomatique et politique au Moyen-Orient ?

LE PRESIDENT BACHAR AL-ASSAD - Je ne pense pas que l'un de nous soit pour la politique des axes, ce n'est pas notre but. Il y a des questions importantes à discuter, à savoir celle de la paix et de la stabilité et ce sont des pays qui peuvent jouer un rôle très prépondérant au niveau de la paix. La Syrie est aujourd'hui la Présidente de la Ligue Arabe, la France est Présidente de l'Union européenne et le Qatar est président du Conseil de Coopération du Golfe. Aujourd'hui, la Turquie est le seul intermédiaire dans le processus de paix. Je suis ravi que nous nous rencontrions demain et j'aurais bien voulu que d'autres pays se joignent à nous. Peut-être verrons-nous, à l'avenir, des sommets avec d'autres pays aussi.

LE PRESIDENT- La France s'engage au Moyen-Orient au service de la paix. L'Union pour la Méditerranée dans laquelle la Syrie joue un rôle important est un de ces éléments au service de la paix et du développement économique. La rencontre de demain est une étape de plus vers la paix avec la Turquie - intermédiaire entre Israël, la Syrie et le Qatar - puisque ce sont les fameux accords de Doha qui font foi aujourd'hui au Liban. Mais, bien sûr, je ne veux pas oublier de saluer mon co-président de l'Union pour la Méditerranée, le Président égyptien, Monsieur MOUBARAK, dont chacun connaît l'expérience et l'autorité et sa Majesté le Roi d'Arabie Saoudite, gardien des lieux saints de l'Islam dont chacun connaît également le rôle.

QUESTION - Monsieur le Président SARKOZY, vous soutenez l'effort de négociation indirecte entre la Syrie et Israël. Quel sera le rôle de la France et à quel moment la France va-t-elle vraiment commencer à agir sur le terrain ?

LE PRESIDENT - Le rôle de la France sera celui que les parties voudront lui faire jouer au moment où les parties lui demanderont de le jouer et la déclaration du Président Bachar AL-ASSAD à Paris était une déclaration importante de ce point de vue.

QUESTION - Vous avez demandé au Président SARKOZY de co-parrainer de futures discussions

directes avec l'Etat d'Israël. Alors j'aimerais savoir : à votre avis, quand pourront commencer ces discussions directes et surtout quelles conditions vous mettez au début de ces discussions, pour que ces discussions puissent commencer ?

LE PRESIDENT BACHAR AL-ASSAD - Je voudrais comparer cette question-là à une construction. Nous ne pouvons pas édifier un bâtiment sans des fondations fortes et solides. Pour le moment, nous sommes en train de jeter les bases de ces négociations à savoir la confiance entre les différentes parties et, ensuite, il faudra après avoir rétabli la confiance, voir quelles sont les références pour le processus de paix, pour les négociations directes. Une fois que ce climat sera prêt, une fois que tout sera mis en place, nous pourrions aborder les négociations directes. Mais cette étape-là de négociations directes nécessitera la présence des Etats-Unis avec d'autres pays, d'autres parties concernées par le processus de paix et les négociations directes. Et comme parrains du processus de paix, nous pourrions citer les Etats-Unis, la France, la Turquie et, bien sûr, d'autres pays qui sont concernés par cette question. Mais nous avons demandé aussi au Président SARKOZY de jouer un rôle dans cette étape-là de négociations indirectes parce que c'est le seul moyen pour parvenir à des négociations directes. Merci.

LE PRESIDENT - Merci